

# L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL EN VEILLE...

## Lettre d'information n°4

Chaire Entrepreneuriat Social ESSEC - Mars 2006

### EDITO :

Aller regarder ce qui se passe à l'étranger est souvent intéressant pour prendre du recul sur les réponses apportées par son pays aux problèmes sociétaux qu'il traverse, en cerner les succès relatifs et pistes d'amélioration, mais également pour s'inspirer d'idées nouvelles. A ses fins, les étudiants de la promotion 2006 de la Chaire Entrepreneuriat Social sont partis durant 5 jours à la rencontre d'entrepreneurs sociaux anglo-saxons. Deux initiatives découvertes outre-manche, et présentées dans cette newsletter, vous montreront quelles solutions innovantes nos voisins ont élaboré pour s'attaquer aux problèmes de l'enclavement social des quartiers pauvres d'une part, et de la surconsommation de ressources naturelles d'autre part. Mais les entrepreneurs sociaux français ne sont pas en reste ainsi que le montrent les multiples initiatives pour rendre le secteur plus crédible, comme l'AlterEcomètre, indicateur de performance sociale affiché désormais sur tous les produits AlterEco, ou encore pour trouver des modes de financement permettant le développement des entreprises sociales tout en garantissant leur indépendance, à l'instar de « l'avance participative » de la Fédération Agir pour l'Emploi.

Merci pour l'intérêt que vous portez à nos travaux et le soutien que vous nous apportez, bonne lecture,  
Thierry Sibieude

## INITIATIVES SOCIALEMENT INNOVANTES

### Création de valeur(s) dans les quartiers sensibles

Au cours des 20 dernières années, de nombreuses communautés outre-manche ont été confrontées au recul des services publics et au chômage de masse. Afin d'apporter une solution aux problématiques endémiques frappant les quartiers défavorisés d'Angleterre, diverses initiatives de "redynamisation urbaine" ont vu le jour. Les "Development Trusts" en sont une des plus abouties et réussies. Il s'agit d'organisations locales, engagées dans le renouvellement économique, environnemental et social d'un quartier défini ou d'une communauté d'intérêt. Elles ont pour objectif la mise en place et la gestion de services et équipements répondant aux besoins de la communauté à laquelle elles appartiennent. Lancées et entièrement gérées par les habitants des communautés, elles sont non-lucratives mais visent l'auto-suffisance économique grâce à la vente des biens et services qu'elles mettent en place, dont les bénéfices sont entièrement réinvestis dans la mission sociale. Les différentes actions menées sont conçues et proposées s en concertation avec l'ensemble des parties prenantes de la communauté (collectivités territoriales, entreprises privées et associations).

Il existe aujourd'hui 350 "Development Trusts" en Angleterre, toutes placées sous la houlette de la DTA (Development Trust Association), en charge de la structuration du réseau et de l'aide aux communautés dans la mise en place de leur DT.

La France pourrait trouver dans ces initiatives de nombreuses sources d'inspiration. La force de ces initiatives est de permettre aux communautés d'être maîtresses et actrices de leur propre développement, réduisant par là-même leur dépendance aux politiques publiques, en apportant des solutions adaptées aux besoins locaux. Mais elles encouragent aussi l'action collective en impliquant le citoyen dans la vie de la Cité, la première nature de la politique. Enfin elles apportent un changement durable en redonnant confiance aux communautés délaissées.

Pour en savoir plus sur les Development Trusts : [dta.org.uk](http://dta.org.uk)

Pour en savoir plus sur les initiatives de « rédynamisation urbaine » : [regeneration-uk.com\\_bura.org.uk](http://regeneration-uk.com_bura.org.uk)

### **Coeur vert à Londres**

Situé dans la banlieue sud de Londres, BedZed (Beddington Zero Energy Development) est le plus grand éco-village d'Angleterre, mais également l'une des initiatives de construction durable les plus abouties et réfléchies. L'initiative est née sous l'impulsion de la fondation Peabody, organisation caritative dédiée au logement, et de l'ONG environnementaliste BioRegional, dans le but d'œuvrer pour un changement profond de nos modes de vie et de consommation, s'inscrivant dans un objectif de préservation de la planète. L'objectif de BedZed était de construire un ensemble de logements combinant le confort et la praticité de l'habitat moderne avec une utilisation minimale et efficace des ressources. Afin d'atteindre cet objectif, une vraie analyse de cycle de vie a été menée intégrant l'ensemble des étapes constitutives de la vie d'un village, de sa construction à la façon dont ses habitants vivent et investissent l'espace, afin d'optimiser les flux de déplacements et ainsi limiter les transports. L'ensemble des ressources utilisées à BedZed sont renouvelables, recyclables et locales. 90% des matériaux utilisés proviennent de 50km à la ronde, ce qui tout en réduisant les transports permet de soutenir l'économie locale. Les logements ont été conçus afin de limiter la consommation de chauffage, la consommation totale d'énergie et la production de déchets. Des commerces de proximité et 2300 m<sup>2</sup> de bureaux ont été intégrés à la centaine de logements du village, ce qui permet de limiter les déplacements. Un système de livraison de fruits frais provenant de la région a également été mis à disposition des habitants. BedZed est aujourd'hui la première communauté de vie « neutre en carbone », c'est-à-dire qui n'ajoute pas de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère.

Pour en savoir plus : [bedzed.org](http://bedzed.org)

### **Publication : "Comprendre pour agir"**

Depuis 2003, dans le cadre de l'accord entre les plates-formes d'ONG françaises, Coordination Sud, et brésilienne, Abong, la fédération Artisans du monde et l'institut d'éducation populaire Kaïros échangent leurs expériences et leurs visions sur la sensibilisation au commerce équitable et à la consommation responsable. Premier fruit concret de ce bel exemple de coopération transatlantique, les deux associations viennent de publier un manuel pédagogique intitulé « Comprendre pour agir ». Conçu sous la forme d'un livre de classe de plus de 200 pages, l'ouvrage s'adresse en priorité aux professeurs de lycée, animateurs et éducateurs de jeunes. Son objectif : engager les jeunes et leurs professeurs dans la voie de la consommation responsable et du commerce équitable grâce à une pédagogie participative. En France, Artisans du Monde fait actuellement des démarches auprès des conseils régionaux pour diffuser les 5 000 premiers tirages. Au Brésil, le manuel sera utilisé dans des écoles dès la rentrée 2006. Enfin, d'autres pays comme l'Espagne ou le Venezuela, se sont déjà montrés intéressés par des déclinaisons de ce manuel scolaire pas comme les autres.

En vente au prix de 30€

En savoir plus : [artisansdumonde.org](http://artisansdumonde.org)

### **Publication : "Demain, le service civil"**

"Demain, le service civil", publication des fondatrices d'Unis-Cité pour promouvoir la généralisation du service civil en France, sort le 25 mars aux éditions Village Mondial (Pierson Education), dans la collection Graine de Changement. Cet ouvrage retrace, à partir de témoignages nombreux et variés, l'aventure humaine de la création du service civil volontaire en France, qui peut s'avérer un outil déterminant d'échanges et d'actions communes entre jeunes de tous horizons, de toutes origines culturelles, religieuses ou territoriales, de toutes conditions sociales, de tous niveaux académiques. C'est certainement le moyen pour développer et renforcer une identité territoriale qui dépasse les clivages communautaristes, sur lesquels trop de responsables locaux ont tendance à s'appuyer pour répondre aux enjeux du développement local, dans les banlieues notamment.

En savoir plus : [le communiqué](#)

## **MANAGEMENT DES ENTREPRISES SOCIALES**

### **Un outil de transparence : l'AlterEcomètre**

Alter Eco, la première marque de produits alimentaires respectant les règles du commerce équitable vendue en grandes surfaces, vient d'annoncer le lancement de son AlterEcomètre, outil innovant permettant au consommateur de connaître l'impact de son achat sur le développement des petits producteurs partenaires d'AlterEco. Disponible sur les packs de ses produits ou en ligne sur son site Internet, l'AlterEcomètre représenté sous la forme d'un baromètre, indique pour chaque produit la surface moyenne cultivée par producteur, le nombre de membres bénéficiaires, la prime pour les producteurs, la prime pour l'organisation de producteurs et le pourcentage du prix pour le pays d'origine (8% en moyenne pour un produit non équitable). Une manière originale de montrer de façon concrète au consommateur le sens et l'impact d'un achat équitable.

Pour en savoir plus : [altereco.com](http://altereco.com)

### **La parité en discussion dans les ONG françaises**

On ne vous apprendra rien, la parité homme/femme dans le milieu du travail est loin d'être atteinte en France. L'on aurait pu croire que cette disparité fut moins marquée dans le secteur de la solidarité internationale. C'est loin d'être le cas, comme nous le révèle une récente [étude menée par Coordination Sud sur la parité de genre](#) dans les instances décisionnelles des Organisations de Solidarité Internationale (OSI) françaises. L'enquête fait en effet apparaître que les conseils d'administration des ONG françaises comptent moins de 30% de femmes en moyenne. Concernant les équipes salariées, le phénomène est légèrement aggravé au sommet de la hiérarchie : 26,7% de femmes seulement aux postes de direction générale. Afin de réfléchir au problème, Coordination Sud a décidé de créer une commission pérenne sur le sujet, qui s'est réunie une première fois le 24 février dernier. Les participants proposeront au Conseil d'Administration de Coordination Sud des pistes de travail pour sensibiliser les ONG françaises à ces problématiques, diffuser de bonnes pratiques et former les responsables de programmes à la prise en compte de ces approches.

Pour en savoir plus : [ici](#)

## **ENVIRONNEMENT DES ENTREPRENEURS SOCIAUX**

### **Aide au financement : L'avance participative remboursables par la réalisation d'objectifs sociaux : un dispositif innovant**

En mai dernier, les premières avances participatives remboursables sur réalisation d'objectifs sociaux (APROS) sont arrivées à échéance. L'occasion de faire un bilan de cet outil de financement exclusif, fruit d'un partenariat entre la Fédération Agir pour l'Emploi (FAPE) et le Comité National des Entreprises d'Insertion (CNEI). Considérée comme du quasi fonds propre, l'APROS vise à financer la création ou le maintien d'emplois en renforçant le fonds de roulement de l'entreprise d'insertion. Celle-ci peut procéder ainsi à des engagements immatériels, comme l'embauche d'un encadrant, l'augmentation de postes d'insertion ou la prospection de nouveaux marchés. La FAPE attribue au CNEI une subvention globale qui alimente, dans ses livres, une ligne d'avances participatives dont il assure la gestion. Le CNEI instruit et présente les demandes au comité exécutif de la FAPE et verse la subvention après décision favorable. Il établit un contrat d'objectifs avec l'entreprise d'insertion bénéficiaire. Celle-ci rétrocède 20 % de la somme à l'Union régionale des entreprises d'insertion, qui va l'accompagner pendant trois ans. À l'issue de cette période, un bilan est dressé. Si les objectifs initiaux sont atteints, la FAPE abandonne 80 % de la créance à l'entreprise. Le premier bilan de l'APROS est très positif. Outre le fait qu'elle est un très bon outil de renforcement des fonds propres, l'avance participative s'avère également être un effet de levier indéniable pour accéder à d'autres concours financiers. Sur les 7 entreprises d'insertion bénéficiaires en mai 2002, 6 ont définitivement acquis leur avance avec des objectifs très largement réalisés : les investissements matériels ont été réalisés dans les délais et conditions prévus et 23,5 postes de salariés permanents et 63 postes d'insertion ont été créés.

## **Aide au financement : Appels à projets et concours :**

- La fondation BMW organise [le concours « Initiatives »](#) ouvert aux étudiants de moins de 27 ans, inscrits dans l'une des 200 grandes écoles sélectionnées par la fondation. Les participants doivent présenter un projet de création d'activité en cours de réalisation oeuvrant pour le développement durable. 6 catégories, dotées chacune de 6 000€ de prix : prix de l'innovation, prix de la création de services, prix social et humanitaire, prix de l'initiative culturelle, prix de la protection de l'environnement. Clôture du dossier en mai 2006.

- Pour la troisième année consécutive, Chorum, la mutuelle retraite et prévoyance des acteurs de l'économie sociale, organise le [« Prix de l'Accompagnement à domicile »](#). Ouvert à l'ensemble des organismes à but non lucratif intervenant auprès de personnes âgées et handicapées, cette troisième édition est axée sur le thème de l'accompagnement des personnes en fin de vie, quel que soit leur âge. Trois prix de 12000€ seront décernés. Clôture des dossiers de 4 avril.

- Le Ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative vient de publier les [procédures de subventionnement](#) pour l'année 2006. Les dossiers doivent parvenir au ministère avant le 31 mars.

## **Accompagnement des entreprises sociales : Entrepreneurs sans frontières**

Créer des opportunités d'échange, de rencontres et de collaborations concrètes entre des étudiants issus de grandes écoles de commerce et des jeunes entrepreneurs de banlieue, telle est l'ambition d'Entrepreneurs Sans Frontières (ESF), nouvelle initiative de Artemisia, fondation internationale de droit étranger, créée en 2002 par une ancienne élève d'HEC-Entrepreneurs. Ensemble, durant les mois d'avril et mai 2006, 5 étudiants d'école de commerce et 5 jeunes entrepreneurs de banlieue exploreront ce que signifie entreprendre d'une manière socialement responsable. Les étudiants joueront le rôle de consultants auprès des jeunes entrepreneurs en les aidant dans l'élaboration de leur business plan. À la fin du mois de mai, les binômes présenteront leurs projets devant un jury, qui accordera un financement de « start-up » de 5000€ au projet le plus réalisable.

Pour en savoir plus : [artemisiafoundation.org](http://artemisiafoundation.org)

## **Actualité juridique : amendement en profondeur de la directive Bolkenstein**

Le 16 février, les députés européens ont adopté en première lecture la proposition de directive relative à la libéralisation des services dans l'Union Européenne, dite « Directive Bolkenstein ». Le très controversé « principe du pays d'origine » a été amendé. La nouvelle proposition de directive interdit donc aux Etats membres d'entraver la libre circulation des services, mais définit des raisons (d'ordres de sécurité et santé publique et de protection de l'environnement) qui leur permettent de limiter cette liberté. Ainsi, si les services économiques d'intérêt général (poste, distribution d'eau ou d'énergie et les services sociaux à caractère économique) restent inclus dans le champ de la directive, les services d'intérêt général non marchands en ont été exclus, ainsi que certains services publics marchands comme les services de santé, privés ou publics et les services sociaux. Sur ce dernier point aucune définition claire de ce que seront les services santé ou sociaux n'a été donnée : la proposition de la FEGAPEI d'inclure la service à destination des personnes vulnérables et notamment handicapées et dépendantes n'a pas été retenue (317 voix contre et 307 voix pour). Les dispositions restreignant la capacité des inspections du travail à contrôler le respect de la législation nationale s'agissant des travailleurs détachés sur leur territoire ont été supprimées.

## **INITIATIVES MARQUANTES DANS LE CHAMP DE LA RSE**

### **Développement durable et secteur bancaire**

BankTrack, réseau d'ONG militant pour une finance plus durable, et WWF UK ont annoncé le 26

janvier dernier, lors du Forum Economique Mondial de Davos, la publication d'un rapport commun faisant état des avancées du secteur bancaire en matière de responsabilité sociétale. Ce dernier analyse les politiques de 39 grandes banques mondiales sur 13 points clés du développement durable allant du changement climatique aux Droits de l'Homme, en analysant notamment le respect des exigences des normes internationales. Bien que le chemin à accomplir soit encore très long, l'étude montre que les résistances actuelles à une meilleure prise en compte des critères de développement durable dans les activités financières, ne sont plus liées au refus d'admettre la responsabilité du secteur financier dans le contrôle des impacts sociaux et environnementaux des activités financées, mais au manque de moyens à disposition pour les prendre en compte. Le rapport souligne la nécessité d'adopter une plus grande transparence dans l'édiction des politiques financières et règles de financement, afin non seulement d'avancer progressivement vers une plus grande responsabilité des activités financières mais également de diminuer le risque auquel sont soumis les investisseurs. En savoir plus : [banktrack.org](http://banktrack.org), [panda.org](http://panda.org)

### **Nouvelle version des guidelines du GRI**

Le Global Reporting Initiative (GRI) est une initiative multipartite née en 1997 sous l'impulsion du CERES, coalition d'entreprises et investisseurs oeuvrant pour une meilleure prise en compte de l'environnement dans les activités de l'entreprise, basée aux Etats-Unis. L'objectif était d'offrir aux entreprises des lignes directrices pour leur permettre d'effectuer un reporting sociétal aussi crédible que le reporting financier, selon un standard communément légitimé et admis. Depuis son lancement le GRI est engagé dans une perpétuelle amélioration de ses guidelines selon un vaste processus de consultation de multiples parties prenantes à travers le monde. Deux révisions des guidelines ont déjà été effectuées depuis le lancement du GRI. La troisième génération (G3) vient d'être rendue publique, mais sous une forme provisoire, permettant au public d'émettre des avis sur cette nouvelle édition avant sa publication finale. Les principales modifications apportées, portent sur l'amélioration de la qualité, de la clarté et de la solidité des indicateurs, d'une part, et sur la clarification du processus de création d'un rapport de développement durable, avec l'implication des parties prenantes dans son élaboration, d'autre part.

Pour en savoir plus : [grig3.org](http://grig3.org)

## **L'ACTUALITE DE LA CHAIRE**

### **Rencontre avec Henri de Reboul, Délégué Général de l'IMS**

Les étudiants de la promotion 2006 de la Chaire Entrepreneuriat Social ont rencontré Henri de Reboul, Directeur Général de l'IMS-Entreprendre pour la Cité, qui est intervenu auprès d'eux le 7 février sur le thème "Les politiques de RSE et leur évolution".

### **Voyage de chaire à Londres**

Du 14 au 18 février les étudiants de la promotion 2006 de la chaire sont partis à la découverte de l'entrepreneuriat social anglo-saxon. Durant 4 jours pleins, ils ont pu découvrir 15 organisations différentes, oeuvrant dans de multiples domaines : de la responsabilité sociale des entreprises au commerce équitable, en passant par la construction durable. Au retour chaque étudiant devra produire un travail sur l'une des organisations rencontrées ainsi qu'une réflexion sur des enjeux emblématiques du tiers-secteur anglo-saxon.

### **Rencontre avec la direction des partenariats de la Caisse des dépôts et consignations**

Le 15 mars, les étudiants ont rencontré l'équipe de la direction des partenariats de la Caisse des dépôts et consignations : Patrick Baquin, Directeur du département, Marc Saint Olive, directeur du pôle entrepreneuriat, Hélène Cataix, Chargée de mission, Michèle Hardré-Schille, Secrétaire Générale du fonds de cohésion sociale, et Adelphe de Taxis du Poët, directeur de l'économie sociale.

### **Rencontre inter-promotion des étudiants de la chaire**

Merci à Thomas Favennec pour l'organisation de cette rencontre qui s'est tenue mercredi 22 février dernier à La Passerelle.

A venir : Le [club Entrepreneuriat Social](#) des diplômés de l'ESSEC organise le 4 avril prochain une conférence sur le thème des "partenariats ONG/entreprises, une relation gagnant-gagnant", à 19h30 à la MDE.

## AGENDA

[Semaine étudiante du commerce équitable, organisée par Max Havelaar](#)  
du 13 au 19 mars, France

[Semaine de la coopération à l'école, organisée par la fédération CG-Scop](#)  
du 20 au 26 mars, France

[Lancement de l'alliance pour la planète](#)  
le 22 mars 2006, Seine-Saint-Denis

[Jeudi solidaire "Qu'avons-nous fait de nos droits de l'Homme ?"](#)  
le 23 mars, Paris

[2e Forum International du Tourisme Solidaire et du Commerce Equitable](#)  
du 23 au 27 mars, Chiapas, Mexique

"Quelles opportunités de carrières pour les cadres du privé dans le public ? Et comment réussir son intégration ?"

Conférence du "Club ESSEC Service Public", avec le Service Orientation Carrières  
le 27 mars 2006, Paris

[Semaine du Micro-crédit, organisée par l'Adie](#)  
du 28 mars au 1er avril, France

[Skoll forum on social entrepreneurship](#)  
du 29 au 31 mars, Oxford

[Vè édition des Rencontres de l'Humanitaire, organisée par l'hebdomadaire La Vie](#)  
le 31 mars, Paris

[Séminaire Fonda sous le haut patronage du Sénat et de l'Assemblée nationale \(sur invitation\)](#)  
["Associations et renouveau du politique"](#)  
le 6 avril, Paris

[Jeudi solidaire : "Equitable et professionnel"](#)  
le 6 avril, Paris

[Quinzaine du commerce équitable](#)  
du 23 avril au 15 mai

[Deuxième Forum National du Commerce Equitable](#)  
Les 27 et 28 avril, Saint-Denis